

**PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
PGC**

CATÉGORIE 2

**TRAVAUX DE RÉFECTION DES MENUISERIES EXTÉRIEURES
ET FAÇADE DU BÂTIMENT B13 – IECB - DE PESSAC**Institut Européen de chimie et biologie
Rue Robert Escarpin, 33600 PESSAC

université
de BORDEAUX

**IRIS Coordination
BP 90007
33670 LA SAUVE****Coordonnateurs SPS**Conception: PIERRE CHASTAGNET
Réalisation: PIERRE CHASTAGNET***Versions et Notifications***

<i>Date</i>	<i>Indice</i>	<i>Modifications apportées</i>
06/05/2025	A	Version initiale

Sommaire

Intervenants de l'opération 5

- Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... 5
- Organismes institutionnels 5
- Liste des lots et entreprises 6

Renseignements administratifs 7

- Rappel des obligations réglementaires 7
 - Modalités d'accès au chantier 7
 - Personnel détaché 7
 - Lutte contre le travail non déclaré 7
 - Le prêt de main d'œuvre 7
 - Équipements obligatoires 7
 - Inspection commune et remise du PPSPS 7
 - Prestataires de service 8
 - Autorisation administrative 8
- Présentation du projet 8
 - Descriptif 8
 - Phasage des travaux et calendrier prévisionnel 9

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS 11

Mesures liées à l'environnement 11

- Accès 11
- Horaires 11
- Stationnement 11
- Itinéraire d'accès 11
- Clôtures de chantier 11

Installations de chantier 12

- Affichage 12
- Plan d'installation de chantier 12
- Plan de circulation 12
- Installation électrique 13
- Installation en eau 13
- Évacuation des eaux usées 13
- Base vie 13

Mesures communes 14

- Dépenses 14
- Nettoyage 14
- Moyens communs 14
- Circulation des personnes 14
- Circulation des véhicules 15

Mesures liées aux réseaux et à la nature du sol 15

- Réseaux 15

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et sujétions qui en découlent 16

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales 16

- Voies extérieures au chantier 16
- Voies extérieures dans l'emprise du chantier 16
- Voies de circulation dans les bâtiments 16

Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles 17

- Engins de levage 17
- Formation du conducteur 17
- Limitation du recours aux manutentions manuelles 18
- Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement 18

•Conditionnement des matériels et des matériaux 18

Délimitation et aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses 19

•Les zones de stockage 19

•Les containers ou magasins de stockage ne contenant pas de produits dangereux 19

•Stockage de produits dangereux 19

•Stockage des éléments lourds 19

•Approvisionnements 19

Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres 20

Travaux sur des matériaux contenant de la silice cristalline 21

Les Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés 21

•Déchets dangereux 21

•Déchets à risque particulier 21

L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique provisoire 22

•Protections collectives 22

•Échafaudage 22

•Plate-forme mobile de travail (PIR) 23

•Escabeaux, échelles, marchepieds 23

•EPI spécifiques aux travaux 23

•EPI imposés sur l'opération 23

•Accès provisoires, passerelles, escaliers, échafaudages... 23

•Installation électrique 24

•Planning et plans de zonage 24

•Protection contre les chutes d'objets 24

•Protection contre les heurts 25

•Protection contre les incendies 25

•Protection contre les projections 25

•Protection contre les chutes de hauteur 25

travaux a risque particulier 25

•Travaux en milieu confiné ou milieu présentant des caractéristiques équivalentes 25

•Maladies professionnelles 25

Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier 27

Matérialisation des zones d'intervention et moyens mis en œuvre 27

•Moyens mis en place avant le démarrage des travaux 27

•Risque incendie 27

Chantiers ou exploitations mitoyennes 27

Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant 28

•Voies de circulation 28

•Raccordement électrique 28

•Raccordement en eau 28

•Raccordement des eaux usées 28

Nettoyage du chantier 28

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière 29

Organisation des secours 29

travail isolé 29

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants 30

Visite d'inspection commune préalable à l'intervention 30

PPSPS (Plan particulier de sécurité et de prévention de la sante) 30

Entreprises 30

accidents du travail 30

CISSCT - Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
31

Annexe(s) 32
• - DHOL 32

Intervenants de l'opération

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Maître d'ouvrage UNIVERSITÉ DE PESSAC 351 cours de la libération. Bâtiment A32 33405 Talence cedex	MME BAGUESSE	Mail: jeanne.baguesse@u-bordeaux.fr Tél : 06 03 94 65 78
Maître d'œuvre LUWAE 19 avenue Victor Hugo 33700 MÉRIGNAC		Mail : contact@luwaearch.com
Maître d'œuvre Bureau d'études techniques 08 impasse Rudolf Diesel Bâtiment La Deveze 33700 MÉRIGNAC	MMM.HUBERT	Mail : ohubert@genesis-group.fr Tél : 06 22 47 17 40
OPC J2C 11 avenue Georges Clemenceau 33140 Villenave d'ornon	M.CAZADE	Mail : contact@j2c-coordination.fr Tél: 06 46 51 52 22
Coordonnateur SPS IRIS Coordination BP 90007 33670 LA SAUVE	Titulaire : C : PIERRE CHASTAGNET R : PIERRE CHASTAGNET Suppléant :	Mail : contact@iris-coordination.fr Tel : 06 46 21 71 17

Organismes institutionnels

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
DIRECCTE		
26 rue des Maraîchers, CS 32060 33088 BORDEAUX cedex	Inspection du travail	Secteurs (UC3) : Langon jusqu'à Bègles, Talence, Villenave d'Ornon, Tél : 05.54.79.42.48 Tél : 05.54.79.42.52 ddets-uc3@girond.gouv.fr
OPPBTP		
9, rue Raymond Manaud Bât. C 4.4 33520 BRUGES		Tél : 05 56 34 03 49 Tél : 05 56 34 42 08 Mail : aquitaine@oppbtp.fr
CARSAT AQUITAINE		
Prévention des Risques Professionnels 80, Avenue de la Jallère 33053 BORDEAUX CEDEX		Tél : 05 56 11 64 00 Tél : 05 56 39 55 93 Mail : prevention4@carsat-aquitaine.fr

Liste des lots et entreprises

LOT	Entreprise	Téléphone Fax Email
MARCHE 2025-021 (autre marché)		
LOT 0 ENTREPRISE GÉNÉRALE (entreprise du marché de Travaux d'aménagement intérieur et de mise en conformité) Autre marché, autre PGC. Entreprise réalisant des prestations communes pour toutes les opérations.		
MARCHE 2025-46 (présent marché)		
LOT 01 MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM		
LOT 02 SERRURERIE		
LOT 03 PLÂTRERIE - DOUBLAGE - FAUX PLAFONDS - PEINTURE		
LOT 04a FAÇADE		
LOT 04b ÉTANCHÉITÉ		

Renseignements administratifs

RAPPEL DES OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES

Modalités d'accès au chantier

L'accès au chantier est autorisé uniquement pour les intervenants autorisés par la maîtrise d'ouvrage.

Personnel détaché

Obligation employeur

L'entreprise ayant recours à du personnel détaché doit obligatoirement accomplir plusieurs formalités :

- 1 - la déclaration préalable de détachement de salariés en France
- 2 - la désignation d'un représentant
- 3 - la carte d'identification professionnelle obligatoire dans le secteur du BTP
- 4 - l'adhésion à une caisse de congés payés et « intempéries » pour les secteurs du BTP et des spectacles.
- 5 - l'obligation de l'employeur de conservation et de mise à disposition de l'Inspection du travail des documents relatifs à ses salariés détachés et à son activité
- 6 - les obligations propres aux entreprises de travail temporaire (la garantie financière).

Maître d'ouvrage

Le donneur d'ordre doit vérifier que l'ensemble des démarches ont été réalisées par l'entreprise avant l'accès au chantier.

Dans le cas contraire, il doit faire réaliser les démarches par l'entreprise ou les réaliser conformément aux délais imposés par la loi.

Lutte contre le travail non déclaré

Les entreprises intervenantes devront fournir :

- l'immatriculation URSSAF et l'ensemble des documents justifiant des diverses cotisations
- un extrait K-bis
- les justificatifs d'assurance en lien avec l'activité
- l'ensemble des justificatifs imposés par la loi

Le prêt de main d'œuvre

Le prêt de main d'œuvre sera réalisé conformément aux textes en vigueur.

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est réservé aux entreprises de travail temporaire.

Il est autorisé entre entreprises sous certaines conditions : intempéries ou insuffisance d'activité empêchant l'entreprise concernée d'employer son personnel qui, de ce fait, le prête à des entreprises qui ne sont pas soumises aux mêmes problématiques.

L'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur le prêt.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat spécifique entre les entreprises concernées qui sera communiqué au maître d'ouvrage, au CSPS et au maître d'œuvre pour information.

Équipements obligatoires

L'accès au chantier est soumis au port obligatoire des protections individuelles.

Inspection commune et remise du PPSPS

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur SPS avisera le maître d'ouvrage qui statuera sur la procédure d'exclusion du chantier.

Les entreprises ayant des travaux à risque particulier devront envoyer leurs PPSPS aux institutionnelles.

Les entreprises étrangères devront transmettre un exemplaire de leur PPSPS en français et un autre dans leur langue d'origine.

Un exemplaire papier de chaque PPSPS sera conservé sur site.

Prestataires de service

Les entreprises réalisant des missions de service et travaillant sous la subordination de l'entreprise titulaire ne sont pas soumises à l'inspection commune.

Leur accès au chantier se fait sous contrôle de l'entreprise titulaire qui intègre le prestataire dans son PPSPS et réalise les différentes démarches permettant de garantir la sécurité des intervenants : accueil sécurité, explication du PPSPS et du plan général de coordination, visite de chantier préalable aux travaux et réalisation de l'ensemble des démarches administratives réglementaires.

Exemples : conducteur d'engin, entreprise de nettoyage, etc.

Autorisation administrative

Les demandes d'autorisation de voirie et de travaux sur la voie publique seront réalisées par les entreprises concernées auprès des services officiels.

Les diverses demandes comme les autorisations de passage et d'occupation seront réalisées par les entreprises et intervenants concernés.

Les autorisations devront faire l'objet d'un accord écrit.

PRÉSENTATION DU PROJET

Descriptif

Les travaux consistent en la dépose, l'évacuation et le remplacement des menuiseries extérieures aluminium et de travaux annexes qui ont découlé, serrurerie, façades, plâtrerie etc..sur le site IECB à Pessac.

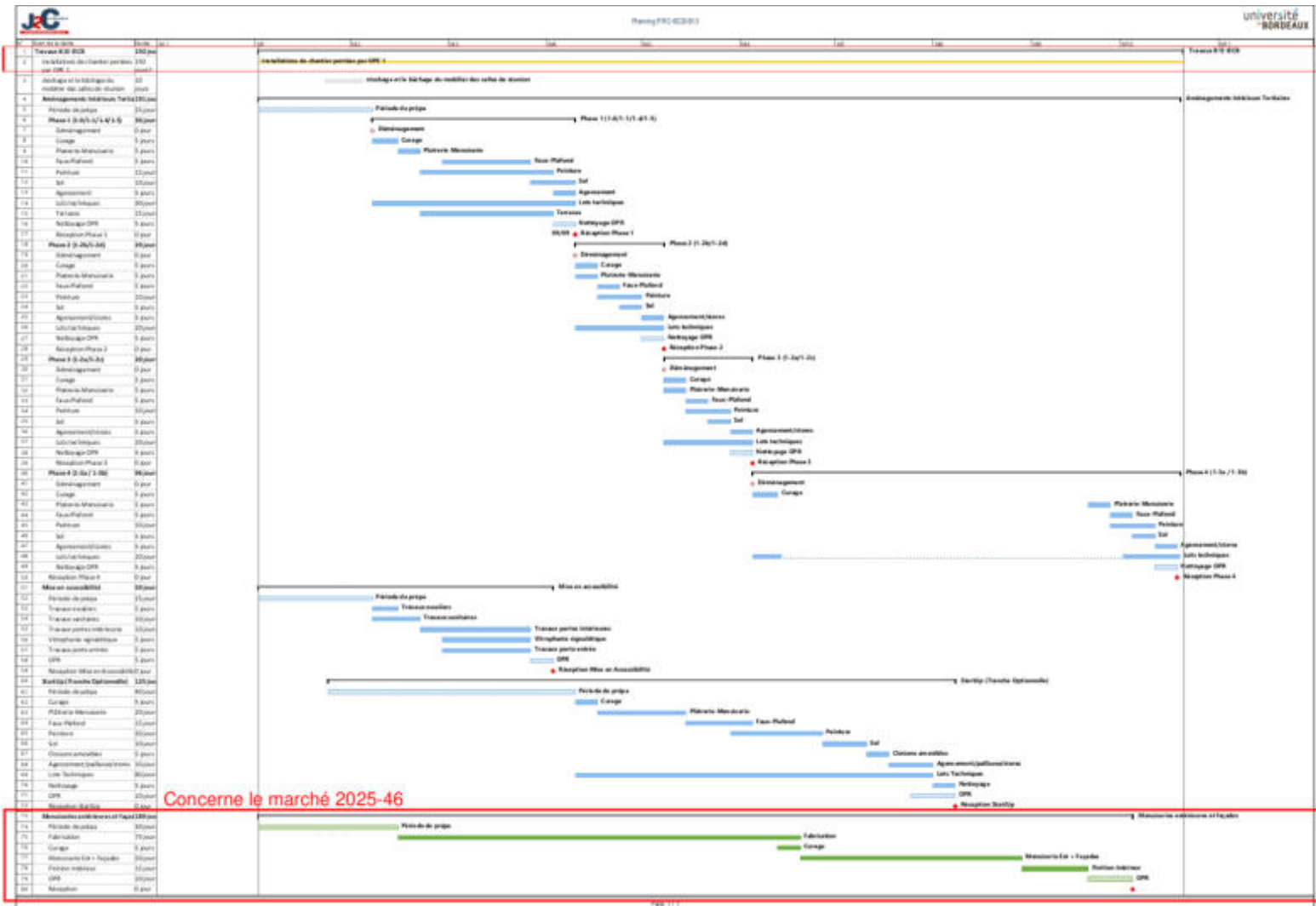


Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 5 mois.

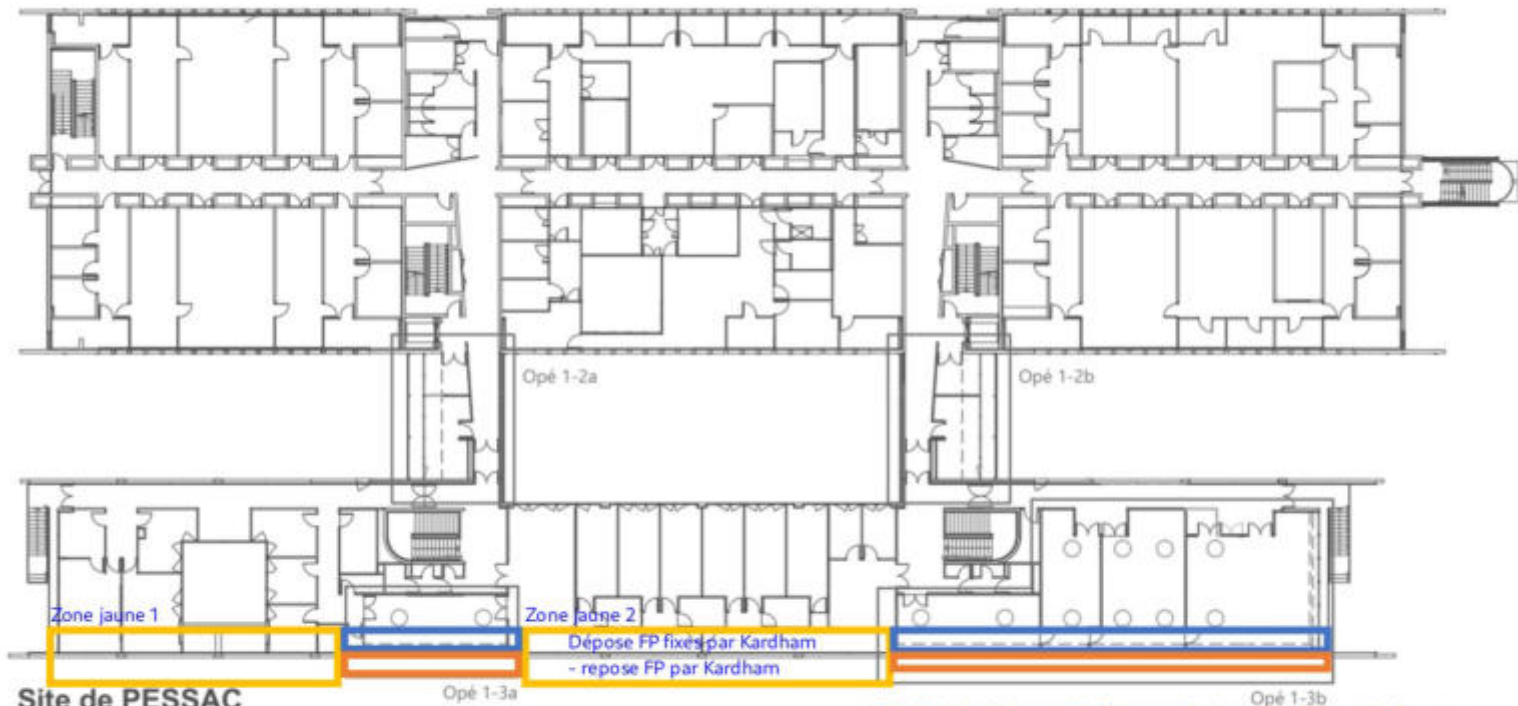
Ils seront concomitants avec d'autres opérations réalisées sur le site, certaines installations seront communes.

Planning joint au DCE



Modification en date du 22/04/2025

B13 IECB – Proposition limites prestations travaux au R+1. 17/02/2025 – validé réunion avec M. CAZADE, M. HUBERT, Mme BESSE



Site de PESSAC
Bâtiment B13
Niveau R+1

GENESIS : prestation complète = dépose puis doublage isolant+ plaquage + faux-plafonds + mise en peinture + reprises plinthes

GENESIS : dépose FP fixe + création doublage isolant+ plaquage prêt à peindre
KARDHAM : faux-plafonds (yc ossature, jusqu'aux menuiseries) + mise en peinture + reprises plinthes et sols
Dépose FP démontables jusqu'aux plafonds fixes

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

MESURES LIÉES À L'ENVIRONNEMENT

Accès

Des badges seront remis aux entreprises, l'organisation reste à définir.

Horaires

Les travaux se dérouleront entre 7H00 et 19H00.

Stationnement

Les salariés stationneront sur le parking de l'université au droit du projet.
Possibilité de stationner près de l'escalier, façade Sud.



Itinéraire d'accès

Les affichages et panneaux de signalisation respecteront les prescriptions réglementaires sur la circulation routière.

Prestation	Durée	A charge	Entretien
Mise en place et maintien d'un fléchage du domaine public jusqu'au chantier Accès depuis la rue Robert Escarpin. Prévoir le fléchage depuis les axes circulatoires avoisinants.	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mise en place et maintien d'un fléchage depuis l'entrée de l'IECB vers la zone du chantier.	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01
Entretien signalétique	Durée du chantier	Lots 0 et 01	Lots 0 et 01

Clôtures de chantier

Le chantier sera préservé clos et indépendant durant toutes les phases de l'opération et ce jusqu'à la réception.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place et entretien de clôtures de 2,00M menottées sur les zones communes	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mise en place et entretien de clôtures de 2,00M menottées sur les zones réservées à l'opération (stockage, bennes, emprise du chantier)	Durée du chantier	Lot 04a	Lot 04a
Entretien des clôtures et réparation des éléments et pièces endommagées	Durée du chantier	Lot 04a	Lot 04a

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les Installations seront réalisées avant le démarrage du chantier

Affichage

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Panneau de chantier visible depuis le domaine public	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
L'ensemble des affichages réglementaires, exemple de pictogrammes sous le tableau	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Entretien et remplacement si nécessaire des affichages, compris commerciaux.	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mise en place de l'affichage informatif réglementaire dans la base vie concernant le travail détaché en six langues (français, anglais, espagnol, portugais, roumain et polonais).	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0



Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du **lot 01 pour sa phase et pour** l'ensemble du chantier après consultation des besoins des autres entreprises (**intégrer les autres opérations**).

Le plan d'installation de chantier précisera :

- La position des locaux de cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les voies et les circulations VL/PL
- Les installations complémentaires
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- La position des bennes à déchets.
- Les clôtures de chantier
- Installation électrique de chantier
- Point d'eau
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.

Plan de circulation

Le plan de circulation sera établi par l'entreprise du **lot 01 pour sa phase et pour** l'ensemble du chantier après consultation des besoins des autres entreprises (**intégrer les autres opérations**).

Le plan de circulation de chantier précisera :

- Les règles de priorité
- Les vitesses maximales
- Le marquage
- Les chemins réservés aux piétons et aux véhicules
- Les sens de la circulation
- Les traversées
- Les éventuels marquages supplémentaires ou modifications du marquage actuel.

Installation électrique

Les installations électriques de chantier seront conformes à la NFC 15-100 et seront réalisées par du personnel formé et titulaire des différentes attestations en accord avec la nature des travaux et leurs localisations.

La puissance des installations sera étudiée par les entreprises concernées afin de satisfaire aux besoins inhérents au chantier.

Le matériel sera conforme aux normes en vigueur.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'un compteur de chantier	Phase préparatoire	Lot 0	Lot 0
Branchement de l'armoire générale de chantier depuis le compteur.Phase préparatoire	Phase préparatoire	Lot 0	Lot 0
Raccordements de la base vie	Phase préparatoire	Lot 0	Lot 0
Les installations électriques seront mises en place dès le début de l'opération Les contrôles réglementaires des installations seront donc réalisés avant le démarrage des travaux	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Contrôle des installations électriques de chantier par un organisme agréé	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Coffrets électriques secondaires de chantier. 1 par zone	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Éclairage de chantier de type LED à Ruban	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Entretien des installations électriques	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0

Installation en eau

Les réseaux extérieurs seront positionnés hors gel.

Les installations seront conçues pour rester pérennes et assurer l'étanchéité de l'ensemble des réseaux.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'un compteur de chantier	Phase préparatoire	Lot 0	Lot 0
Raccordement de la base vie	Phase préparatoire	Lot 0	Lot 0
Mise en place d'un point d'eau au droit de la base vie et maintenance des installations	Phase préparatoire	Lot 0	Lot 0

Évacuation des eaux usées

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Raccordement des installations au tout à l'égout. Assurer entretien, vidange et nettoyage autant que nécessaire	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0

Base vie

La base vie sera dimensionnée par rapport aux effectifs sur site.

Les locaux seront constamment entretenus et feront l'objet d'un entretien régulier.

Les locaux seront climatisés pendant les périodes de chaleur et chauffés pendant les périodes de froid (se référer aux températures normalisées dans les habitations).

Le montage et le démontage seront réalisés en l'absence de co-activité, la zone sera balisée, le système de levage sera adapté au poids des bungalows, les appareils de levage seront en adéquation avec les charges à lever, l'ensemble du matériel sera vérifié et conforme aux normes en vigueur, le personnel sera formé pour ces travaux spécifiques et travaillera sous protections collectives.

La base vie sera commune aux opérations 1,2,3,4, prévoir un effectif de 20 à 25 personnes

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place de sanitaires en nombre suffisant comprenant : lavabos, eau chaude, cabinets d'aisance, douches.	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mise en place de réfectoires avec tous les équipements nécessaires et en nombre suffisant : tables, chaises, évier, micro-onde, réfrigérateur, etc.	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mise en place des vestiaires avec tous les équipements nécessaires et en nombre suffisant : casiers avec séparation entre les vêtements sales et propres, banc et patères murales, etc.	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mise en place de tous les équipements et consommables pour l'entretien : balai, pelle, essuie-mains, papier toilette, savon, gel hydroalcoolique, etc.	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0

MESURES COMMUNES

Dépenses

Prestation	Phasage	A charge	Affectation
Consommables base vie (savon, essuie-tout etc.)	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Consommation électrique + eau	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Dépenses liées aux ordures ménagères	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Nettoyage quotidien des installations de chantier	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0

Nettoyage

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Nettoyage installations de chantier	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Nettoyage voirie extérieure	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01
Nettoyage des cheminements extérieurs et intérieurs dans l'emprise du chantier	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01
Nettoyage zones de travail	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Moyens communs

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
La priorité sera donnée à la mise en place de moyens communs, que ce soit pour la circulation des personnes ou pour la manutention des matériaux. L'ensemble sera intégré dans le planning de l'opération.	Durée du chantier	Toute entreprise/Maître d'ouvrage	Toute entreprise/Maître d'ouvrage

Circulation des personnes

La circulation piétonne sera dissociée des circulations empruntées par les véhicules.
Les cheminements seront sécurisés contre les risques spécifiques à l'opération.
Le personnel sera équipé de gilet réfléchissant.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Maintien des circulations libres et dégagées et nettoyage si nécessaire	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01

Circulation des véhicules

La circulation VL et PL sera dissociée des circulations empruntées par les piétons.
Les voies seront stabilisées et constamment praticables.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Signalisation des engins	Durée du chantier	Entreprises concernées	Entreprises concernées
Signalisation de chantier conforme au code de la route et aux dispositions réglementaires routières à l'approche de la zone chantier. Le reste étant commun est à la charge du lot 0.	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01

MESURES LIÉES AUX RÉSEAUX ET À LA NATURE DU SOL

Réseaux

Les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre, les entreprises de travaux et les exploitants sont soumis à l'obtention de l'AIPR dans le cadre des projets concernés par des interventions sur ou à proximité des réseaux.
Chaque intervenant s'assurera que les autorisations sont bien délivrées auprès de son personnel.

Les mesures de sécurité seront intégrées dans les PPSPS des entreprises.
Chaque mesure respectera les prescriptions des concessionnaires concernés en fonction de la nature et des caractéristiques des réseaux.

Les distances de sécurité sur les réseaux aériens sont :

3 m pour les lignes aériennes et installations basse tension inférieure à 50. 000 Volts

5 m pour les lignes aériennes et installations haute tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)

1,50 m pour les réseaux enterrés lorsque l'intervention est effectuée à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Déclaration préalable (DT) à réaliser auprès des exploitants des réseaux sur la plate-forme : www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr .	Phase conception	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage
Investigations complémentaires à réaliser par un prestataire certifié pour les réseaux en classe B ou C	Phase conception	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage
La consignation des réseaux devra être réalisée avant intervention de l'entreprise de désamiantage / démolition (les consignations se rapportent aux réseaux concernés par les travaux ou ceux qui, par leur proximité, peuvent présenter un risque pour la sécurité).	Phase préparation	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) à réaliser auprès des exploitants des réseaux sur la plate-forme : www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . Avant le début des travaux Un exemplaire des DICT sera conservé sur le chantier.	Phase préparation	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Marquage piquetage de l'ensemble des réseaux, emprise du chantier + 2,00 M	Phase préparation/durée du chantier	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage
Respect des règles techniques à l'approche des réseaux et des mesures imposées par les concessionnaires	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Récupérer les PV de consignation avant intervention, s'assurer de l'absence de réseaux en fonctionnement.	Phase préparation/durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Voies extérieures au chantier

Chaque intervenant respectera les voies et aménagements existants.

Il est interdit de se garer sur les trottoirs ; tout stationnement se fera sur les places réglementées.

Aucun stockage ne sera réalisé à l'extérieur du chantier.

Chaque entreprise mettra en place un homme trafic pour gérer ses flux circulatoires.

L'ensemble des voies sera maintenu en parfait état de propreté ; en cas de salissure, un nettoyage sera réalisé par l'entreprise concernée.

Les zones faisant l'objet de travaux ponctuels ou nécessaires pour l'avancement du chantier et situées au droit de celui-ci feront l'objet d'une sécurisation adaptée.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'un homme trafic pour la gestion de la circulation	Durée de chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Mise en place de barrières dans la zone de travail	Durée de chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Création d'une signalisation piétonne avec signalisation verticale et horizontale adaptée au code de la route et des préinscriptions concernées	Durée de chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée

Voies extérieures dans l'emprise du chantier

Les voies piétonnes seront séparées des voies empruntées par les véhicules ou engins de chantier.

Les cavités, regards, trous seront sécurisés par des protections adaptées permettant aux engins et véhicules de circuler tout en garantissant la pérennité des ouvrages.

Les voies propres aux engins seront d'une largeur suffisante pour permettre les croisements tout en maintenant les distances de sécurité.

Les voies devront rester libres de tout stockage et seront maintenues en état jusqu'à la fin de l'opération.

L'ensemble des cheminements sera fléché et équipé d'une signalétique adaptée.

Les distances seront définies par l'entreprise lors de l'examen d'adéquation réalisé avant la mise en place d'un engin ou véhicule de chantier.

Voies de circulation dans les bâtiments

Les voies de circulations seront maintenues propres et dégagées.

Le site étant en exploitation, les circulations sont donc communes, ce qui implique :

- Conditionnement des matériaux et du matériel pour supprimer le risque de heurt
- Ne pas stocker en dehors du chantier et donc dans les circulations.
- Préserver la sécurité des occupants lors des approvisionnements et des évacuations
- Interdire l'accès au chantier

CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS, EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE L'INTERFÉRENCE DES APPAREILS DE LEVAGE SUR LE CHANTIER OU À PROXIMITÉ, AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES

Engins de levage

Les engins de levage seront choisis en fonction des charges à lever.

Le matériel utilisé sera monté conformément à la fiche technique du fabricant et aux prescriptions réglementaires qui lui sont applicables.

Les engins de levage sont destinés à être utilisés pour le levage de matériel ou/et de personnes, comme par exemple :

- les chariots élévateurs, ainsi que des chariots de levage multifonctionnels,
- les grues à tour,
- les grues automotrices,
- les plates-formes mobiles élévatrices avec nacelles de levage de personnes
- les ascenseurs de chantier.
 - Les ouvriers sont portés par les nacelles, à partir desquelles ils exécutent les travaux.
 - Les éléments porteurs sont les crochets de levage, les câbles et les chaînes.
 - Les dispositifs de butée retiennent l'élément porteur au dispositif de levage.

Formation du conducteur

La réglementation précise l'obligation de formation pour la conduite des équipements de travail servant au levage (art. R. 233-13-16 du code du travail).

Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

L'autorisation de conduite

Une autorisation de conduite doit être délivrée par l'employeur, pour la conduite des engins suivants :

- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté ;
- grues à tour ;
- grues mobiles ;
- engins de chantiers télécommandés ou à conducteur porté ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnel ;
- grues auxiliaires de chargement de véhicules.

Cette autorisation est accordée :

- si le médecin du travail a délivré au conducteur un certificat d'aptitude médicale
- si le conducteur a acquis le savoir et les compétences nécessaires par :
 - un contrôle des connaissances et savoir faire pour la conduite en sécurité de l'engin (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité : CACES, délivré après réussite aux tests théoriques et pratiques proposés par des organismes certifiés)
 - une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

Vérifications des engins de levage

Il est nécessaire de faire contrôler périodiquement les matériels par un organisme agréé et de les entretenir régulièrement (carnet d'entretien, essais périodiques des organes de sécurité...).

Interférences

Un système d'interférence sera mis en place afin d'éviter le survol d'une charge à l'extérieur de l'emprise de chantier ou sur une zone interdite et de supprimer le risque de collisions avec une autre grue.

Ce point concerne la présente opération ainsi que les grues des opérations voisines présentant un risque de collision.

Une coordination spécifique devra être réalisée entre les différentes opérations concernées.

Interdiction de survol

Il est interdit de transporter des charges au-dessus des personnes, sauf si cela est requis pour le bon déroulement des travaux. Dans ce cas, un mode opératoire est défini et appliqué. Celui-ci devra être détaillé dans le PPSPS de l'entreprise.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Le recours à la manutention manuelle ne doit se faire que lorsqu'il ne peut véritablement en être fait autrement. La priorité est à donner aux moyens de manutention mécanique. Le chef d'entreprise doit ainsi prévoir l'utilisation d'appareils mécaniques pour le levage de charges comme par exemple des chariots élévateurs, ponts roulants, grues.

Les limites de charge détaillées dans la réglementation seront respectées.

Les entreprises informeront les salariés sur les risques qu'ils encourent et les formeront sur la sécurité en général.

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement servant de levage seront conçus pour ce type de prestation et l'ensemble des caractéristiques techniques devra être détaillé dans la fiche technique du fabricant.

Tous les dispositifs de sécurité devront être présents et fonctionnels afin d'éviter tout décrochement accidentel ou basculement.

Conditionnement des matériels et des matériaux

Les matériels et matériaux seront conditionnés de manière à ce qu'ils soient manutentionnables par les dispositifs de levage prévus.

DÉLIMITATION ET AMÉNAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIÈRES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES

Les zones de stockage

Elles seront réalisées sur des surfaces planes et stabilisées. Pour celles réalisées sur le sol, celui-ci sera compacté.

Pour celles réalisées sur les planchers ou toits des bungalows, les zones seront équipées de protections collectives et l'accès se fera par un moyen sécurisé (escalier, escalib etc.).

Dans tous les cas, la portance du support sera adaptée aux charges à stocker.

Les surfaces de stockage seront dimensionnées et réparties en fonction des besoins des entreprises.

Les zones concernées feront l'objet d'une délimitation visible et d'un affichage approprié indiquant les différents matériaux et les entreprises propriétaires.

Les containers ou magasins de stockage ne contenant pas de produits dangereux

Les entreprises pourront mettre les containers ou magasins de stockage sur les zones prévues à cet effet.

Les emplacements seront définis en réunion de chantier en concertation avec l'ensemble des intervenants.

Ils seront positionnés sur des surfaces planes et stabilisées.

Ces locaux ne sont pas des installations de chantier telles que décrites dans le présent PGC et ils ne peuvent être utilisés comme tels.

Stockage de produits dangereux

Il est indispensable d'entreposer les produits dangereux dans un local ou magasin réservé aux seules personnes autorisées. Les lieux de stockage seront signalés et des panneaux d'avertissement doivent être positionnés de manière à être visibles par tous les intervenants.

On préservera sur place la FDS de chaque produit et on mettra une signalétique adaptée sur chaque bidon.

Une séparation des produits incompatibles / à réactions dangereuses doit être réalisée afin de supprimer toute interaction dangereuse.

Un local de stockage de produits en quantité importante doit être isolé du reste du bâtiment, afin d'éviter la propagation d'un incendie qui s'y déclarerait. De même, il doit être bâti à l'aide de matériaux durs et incombustibles et muni de systèmes d'évacuation et de lutte contre le feu appropriés (portes coupe-feu, extincteurs...). L'accès au local doit être facile et permettre une évacuation rapide en cas d'accident. Une localisation en sous-sol est à proscrire.

De même, l'**installation électrique** doit être réduite au minimum indispensable à l'intérieur du local et, selon les produits entreposés, être adaptée à une zone où peuvent apparaître accidentellement des atmosphères explosibles (éclairage étanche, par exemple).

Des matériaux seront mis en place au droit des produits pour éviter les dispersions accidentelles.

La ventilation doit être conçue afin de préserver le local en dépression ; le rejet doit se faire dans une zone neutre.

Les personnes pouvant accéder aux locaux seront formées.

Chaque entreprise reste responsable de ses déchets.

Stockage des éléments lourds

Le stockage respectera les prescriptions détaillées dans la fiche technique du fabricant. Le personnel sera formé aux manutentions de ce type d'élément.

Approvisionnements

Les matériels et matériaux seront amenés sur le chantier en respectant le plan de circulation établi par l'entreprise mandataire.

Chaque entreprise communiquera à ses livreurs et fournisseurs le DHOL établi pour la présente opération et joint au présent PGC.

Les véhicules de livraison seront adaptés aux charges à transporter et à la physionomie du chantier.

Ils seront choisis en fonction des moyens de levage propres à l'opération ou seront équipés de leurs propres moyens de levage en cas d'absence.

Ils seront guidés dès leur arrivée au chantier par un chef manœuvre à charge de l'entreprise concernée.

Les matériels et matériaux seront distribués sur les zones d'intervention en respectant les limites de charge des planchers de réception et en préservant des zones d'interventions praticables.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ÉLIMINATION OU D'ÉVACUATION DES DÉCHETS ET DES DÉCOMBRES

Chaque entreprise sera chargée d'effectuer le tri de ses propres déchets et de les amener jusqu'aux bennes appropriées par tous les moyens adaptés.

Les zones de travail et de circulation seront nettoyées quotidiennement.

Aucun stockage de déchets ne sera toléré. L'ensemble des déchets sera évacué quotidiennement.

Les entreprises souhaitant évacuer leurs propres déchets devront s'organiser afin de ne pas encombrer les flux circulatoires.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place de bennes et gestion de la rotation pour une évacuation régulière évitant tout stockage de déchets pour tous les lots sauf plâtrerie	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01
Mise en place de bennes et gestion de la rotation pour une évacuation régulière évitant tout stockage de déchets pour ses propres travaux	Durée de ses travaux	Lot 03	Lot 03
Évacuation des déchets quotidiennement vers les bennes mises à disposition	Durée de ses travaux	Toutes entreprises	Toutes entreprises

TRAVAUX SUR DES MATÉRIAUX CONTENANT DE LA SILICE CRISTALLINE

Poussières de silice : principales mesures de prévention

- Effectuer les opérations générant une exposition dans des **systèmes clos** mis en dépression et aussi étanches que possible (par exemple des broyeurs et des bandes transporteuses soigneusement capotés et mis en dépression dans les carrières).
- Adopter si possible des méthodes de travail ne générant pas ou peu de poussières, comme le travail à l'humide. Dans le cas d'outils tournants comme les scies circulaires, le travail à l'humide permet de diminuer les émissions de poussières mais pas de les supprimer, et les expositions peuvent rester significatives.
- Équiper les postes de travail d'un dispositif de captage à la source des poussières (dispositif intégré au procédé ou à l'outillage) lorsque les opérations ne peuvent être effectuées en système clos ; raccorder les outils aspirants à des systèmes d'aspiration à haute dépression.
- Effectuer les travaux exposant aux poussières de silice dans des locaux séparés avec un accès restreint (cabine de ponçage ventilée).
- Vérifier régulièrement le fonctionnement des dispositifs de ventilation.
- Lorsque les conditions de travail le nécessitent et que les mesures de protection collective ne suffisent pas à éliminer le risque (par exemple sur les chantiers), mettre à la disposition du personnel des EPI adaptés : **appareil de protection respiratoire** (en fonction de l'exposition attendue et de la durée des travaux, il est conseillé d'utiliser un appareil filtrant à ventilation libre ou assistée, équipé de filtre antiparticules de classe 3 ou un appareil isolant), **combinaison à capuche** jetable de type 5, **lunettes**.
- Contrôler régulièrement l'empoussièrement de l'atmosphère de travail et à chaque changement important de modes opératoires.
- Procéder au nettoyage régulier des lieux de travail (à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité ou de linges humides).
- Mettre en œuvre les mesures d'hygiène (ranger et laver les vêtements de travail séparément des autres vêtements).
- Former et informer le personnel.
- Mettre en œuvre le **suivi individuel renforcé de l'état de santé** des salariés exposés et le suivi post-professionnel.

Des mesures de protection spécifiques sont à mettre en œuvre pour les opérations de **décapage**, **dessablage** et **dépolissage au jet** (voir réglementation)

L'entreprise détaillera dans son PPSPS les différentes mesures mises en place suite à son analyse de risque.

LES CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISÉS

Déchets dangereux

Les matières et substances dangereuses seront traitées par chaque entreprise qui les produisent et seront évacuées vers un centre de traitement et de transfert de matières dangereuses résiduelles (MDR).

Durant toutes les étapes d'utilisation des produits, les protocoles décrits dans les fiches techniques du fabricant seront respectés.

Un bordereau de suivi des déchets sera transmis au maître d'ouvrage.

L'ensemble de ces points sera traité dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

Déchets à risque particulier

L'ensemble des déchets présentant par leur nature un risque pour la santé comme l'amiante, le plomb, etc., sera acheminé vers des déchetteries spécialisées et certifiées pour ce type de traitement.

L'emballage, le stockage et le transport seront réalisés par du personnel formé à ce type de risque.

L'ensemble des prescriptions (emballage double peau, affichage, zone de stockage protégée par des clôtures Heras, etc.) sera mis en œuvre conformément à la réglementation.

Un bordereau de suivi des déchets sera transmis au maître d'ouvrage.

L'ensemble de ces points sera traité dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale sera également traitée.

L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE PROVISOIRE

Protections collectives

Tout employeur est tenu de supprimer ou de réduire les risques professionnels afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé physique et mentale des travailleurs de son établissement, y compris les travailleurs temporaires. Pour ce faire, il doit prendre les mesures appropriées et les mettre en œuvre conformément aux principes généraux de prévention parmi lesquels la mise en place de protections collectives en priorité sur les protections individuelles.

De ce fait, si un intervenant constate une non conformité sur les protections collectives, il en informera immédiatement l'entreprise responsable afin que celle-ci puisse lancer les mesures correctrices.

Dans le cas où une entreprise doit intervenir sur une zone avec un défaut de protections collectives, elle s'assurera de la remise en conformité avant intervention.

Dans le cas où les protections en place s'avèrent inadaptées à son intervention, elle procédera à l'enlèvement et la mise en place de protections collectives adaptées à ses travaux et équivalentes aux protections déposées, l'entreprise remettra à la fin de son intervention les protections initiales.

Toute intervention sur des protections collectives doit être réalisée en privilégiant les moyens sécurisés eux-mêmes sous protections collectives, PEMP, échafaudage, pir, etc.

L'utilisation d'EPI type harnais ne sera tolérée que s'il est techniquement impossible de mettre en place un moyen sous protections collectives.

L'ensemble des moyens mis en œuvre devra être conforme aux normes en vigueur en accord avec l'usage qui en est fait.

La mise en place devra se faire en accord avec la fiche technique du fabricant.

Prestation	Phasage	A charge	Affectation
Mise en place de protections collectives dans les zones avec un risque de chute de hauteur concernées par les travaux	Durée du chantier	Lot 01	Lot 01
Maintien des protections collectives	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Échafaudage

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique certifiée par une attestation de compétences délivrée par le chef d'entreprise. Une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objet est assurée avant l'accès à tout niveau d'un échafaudage lors de son montage, de son démontage ou de sa transformation.

La stabilité de l'échafaudage devra être assurée à chaque étape.

Les échafaudages fixes sont construits et installés de manière à supporter les efforts auxquels ils sont soumis et à résister aux contraintes résultant des conditions atmosphériques, notamment des effets du vent. Ils sont ancrés ou amarrés à tout point présentant une résistance suffisante ou protégés contre le risque de glissement et de renversement par tout autre moyen d'efficacité équivalente.

La surface portante doit avoir une résistance suffisante pour s'opposer à tout affaissement d'appui.

Les échafaudages en console devront répondre à la norme NF P 93-354.

La mise en place des dispositifs d'ancrage des consoles sur le bâtiment doit garantir la stabilité collective et la résistance de l'ensemble en toutes circonstances.

Le support devra avoir la résistance suffisante pour supporter les éléments et résister à l'arrachement.

Les échafaudages roulants respecteront la R457.

Le déplacement d'un échafaudage roulant est interdit durant son utilisation.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Procès verbal de réception à disposition sur site	Durée de chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Vérifications périodiques prévues par l'arrêté du 21 décembre 2004	Durée de chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Mise en place d'un échafaudage commun	Durée du chantier	Lot 04a	Lot 04a
Convention d'utilisation et de partage d'un échafaudage	Durée de chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'échafaudages conformes aux normes en vigueur et montés par du personnel formé	Durée de chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Plate-forme mobile de travail (PIR)

Les plates-formes de travail seront choisies en fonction des travaux en hauteur à réaliser (gros œuvre, peinture etc.).

Les hauteurs à respecter sont détaillées dans la fiche technique du fabricant.

Pour des hauteurs plus importantes, on privilégiera un matériel plus adapté de type échafaudage par exemple.

Elles respecteront les normes en vigueur :

- norme NF P 93-353 : « Plates-formes individuelles roulantes légères »

- norme NF 93-352 : « Plates-formes individuelles roulantes ».

Ces équipements ne sont pas soumis à l'arrêté du 21/12/2004 mais n'en restent pas moins soumis à l'obligation générale de maintien en état (art. R. 4322-1 du Code du travail). L'employeur veillera donc au maintien en bon état de ces équipements.

Escabeaux, échelles, marchepieds

« Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. » (Article R4323-63 du Code du Travail)

EPI spécifiques aux travaux

Les EPI sont choisis en fonction des risques rencontrés et sont fournis par le chef d'entreprise pour ses salariés et les intervenants sous sa subordination en fonction des travaux réalisés.

Les salariés sont formés au port de ses EPI.

Le matériel sera conforme aux normes en vigueur et en cours de validité.

EPI imposés sur l'opération

Le port du casque et des chaussures de sécurité est obligatoire dès l'entrée sur le chantier.

Chaque entreprise fournira les EPI pour ses salariés, visiteurs et prestataires.

Le matériel sera conforme aux normes en vigueur et en cours de validité.

Les EPI (équipements de protection individuelle) contre les chutes de hauteur

Ce n'est que lorsqu'il y a impossibilité technique de mettre en œuvre des protections collectives que le recours à des EPI contre les chutes de hauteur peut être envisagé.

Les équipements auront la certification CE.

Les points d'ancrage seront vérifiés par une personne compétente avant utilisation et ils devront avoir une résistance suffisante.

Le harnais devra répartir les efforts et être suffisamment résistant.

Une longe avec absorbeur d'énergie sera mise en place en prenant en compte la hauteur de chute.

L'ensemble des équipements décrits ci-dessus ainsi que les systèmes anti-chutes à rappel automatique, anti-chutes mobiles sur support d'assurage vertical, système de retenue, système de maintien au poste de travail, etc. sera vérifié et sélectionné en fonction de leur comptabilité avec l'usage prévu.

Accès provisoires, passerelles, escaliers, échafaudages...

Les accès provisoires seront mis en œuvre afin de garantir la sécurité des usagers durant le franchissement

Ils seront positionnés à des emplacements garantissant la stabilité et seront désignés par une signalétique adaptée et visible.

Les équipements choisis seront garantis par le fabricant.

Aucun stockage de matériaux et matériels ne sera autorisé et les cheminements resteront libres et circulables.

Ils seront équipés de protections collectives intégrant les points singuliers (échelles, etc.).

L'ensemble des consignes et contraintes décrites dans la fiche technique du fabricant seront respectées (CMU, etc.).

Installation électrique

Les opérateurs autorisés à intervenir sur l'installation électrique seront titulaires des attestations réglementaires. Seules les entreprises titulaires des prestations électriques du marché peuvent intervenir sur les installations à leurs charge.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
PV de conformité électrique à remettre sur l'installation	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Chaque entreprise utilisera du matériel normalisé et en bon état.	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un système d'éclairage et d'alimentation très basse tension.	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Assurer la surveillance de l'installation électrique	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Assurer la maintenance de l'installation électrique	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Maintenir les coffrets électriques fermés	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Mettre des cadenas sur chaque coffret	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0

Planning et plans de zonage

Certains travaux sont par nature générateur de risque, de ce fait et afin de garantir la sécurité de tous les intervenants, ils seront phasés afin de supprimer toute co-activité.

Prestation	Phasage	A charge	Suivi
Le planning de chantier sera élaboré en prenant en compte les travaux incompatibles. Celui-ci sera mis à jour autant de fois que nécessaire. Il précisera également les périodes de mise à disposition des moyens communs, grue, escalib, échafaudage, etc.	Durée du chantier	OPC	OPC
Des plans de phasage seront communiqués à tous les intervenants : ils décriront la zone d'intervention, les zones de stockage, les flux circulatoires jusqu'au poste de travail et aux différentes zones, les zones interdites, les différents moyens mis en œuvre.	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Prise en compte et mise en commun des plans de phasage.	Durée du chantier	OPC	OPC

Protection contre les chutes d'objets

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'une matérialisation avec signalétique à l'aplomb des travaux pour interdire l'accès	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Mise en place de protections aux entrées des locaux pour ses travaux	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Ne pas intervenir ou circuler en sous-face d'une intervention ou d'un levage.	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Protection contre les heurts

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'une matérialisation avec signalétique dans la zone d'intervention	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée
Respect des balisages des autres entreprises	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises

Protection contre les incendies

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Mise en place d'un extincteur au droit des travaux à risque. Pas de feu sur le chantier.	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée

Protection contre les projections

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Des systèmes de recueil seront mises sur les zones de travail afin de supprimer le risque de projections de matériaux	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée

Protection contre les chutes de hauteur

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Utilisation de matériel adapté en fonction du support, de l'environnement et des travaux à réaliser. PIR/ECHAFAUDAGE/PEMP	Durée du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée

TRAVAUX A RISQUE PARTICULIER

Travaux en milieu confiné ou milieu présentant des caractéristiques équivalentes

Les milieux confinés présentant une **atmosphère déficiente en oxygène ou présentant la présence de gaz ou de vapeurs toxiques** ou encore soumis à un risque d'explosion ou d'incendie feront l'objet d'une procédure de travail détaillée dans le PPSPS de l'entreprise.

D'autres risques seront à traiter : moyen d'évacuation, intervention des secours, conditions d'intervention.

Les engins ou le matériel thermique sera utilisé et réservé uniquement aux travaux extérieurs.

Dans le cas d'impossibilité technique de recourir à un engin ou matériel autre que thermique, des modes opératoires adaptés seront mis en œuvre et suivi par un responsable sur site en intégrant le contrôle des gaz, CO2 et autres vapeurs toxiques mesurées par des détecteurs positionnés dans l'environnement et sur chaque intervenant.

Chaque intervenant portera des EPI adaptés et sera formé pour traiter ce type de risque.

L'évacuation des gaz d'échappement se fera vers l'extérieur.

La mise en place d'une ventilation mécanique des locaux en prenant en compte le volume d'air à ventiler sera nécessaire : ce point devra faire l'objet d'une étude technique spécifique.

Le matériel devra être contrôlé avant intervention.

On mettra en place un responsable suivi des mesures sur site et des systèmes de lutte contre les incendies (extincteurs, etc.).

Maladies professionnelles

Les travaux exposant à des agents chimiques ou biologiques ou les travaux physiques générant des maladies professionnelles feront l'objet d'une analyse de risque détaillée dans le PPSPS de l'entreprise.

Les mesures de protection collective seront privilégiées ou obligatoires en fonction des mesures imposées par la réglementation.

Les salariés seront équipés des EPI adaptés et en nombre suffisant.

L'entreprise génératrice s'assurera de mettre en place les moyens de protection pour ses salariés mais également pour l'ensemble des intervenants qu'elle soumettra à ce risque. Les zones seront clairement identifiées, signalées et interdites à toute personne non autorisée.
Des moyens seront mis en place pour condamner les zones concernées.

Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

MATÉRIALISATION DES ZONES D'INTERVENTION ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le chantier devra être rendu clos et indépendant des zones exploitées.

Durant toutes les phases d'intervention chez un tiers, la zone d'intervention sera balisée avec un périmètre de sécurité suffisant en fonction du risque.

Les modalités d'accès et de circulation seront gérées en coordination avec l'exploitant.

Moyens mis en place avant le démarrage des travaux

Ces mesures seront mises en place par l'entreprise concernée en concertation avec l'exploitant afin de définir les modalités de mise en place ou de dépose des éléments ci-dessous :

- balisage approprié
- signalétique (chantier en cours, port des EPI, accès autorisé uniquement au personnel du chantier, fléchage des circulations).

Risque incendie

Pour tout travail en point chaud ou présentant un risque de départ de feu ou d'incendie, l'entreprise concernée mettra en place un extincteur au droit du poste de travail.

Celui-ci sera à jour des vérifications et de capacité suffisante en lien avec la nature des travaux.

Permis feu : chaque matin, envoyer au PCSI de Pessac pcsi.pessac@u-bordeaux.fr et à Philippe CAVUSCENS philippe.cavuscens@u-bordeaux.fr

CHANTIERS OU EXPLOITATIONS MITOYENNES

Une réunion de concertation entre maîtres d'ouvrage sera réalisée afin d'étudier les interférences et définir des mesures d'organisation garantissant la sécurité de l'ensemble des intervenants.

Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section.

a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage se feront en application de l'article [R. 4533-1](#).

b) Pour les opérations de génie civil, le maître d'ouvrage prendra des dispositions pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Voies de circulation

Existantes

Raccordement électrique

Le raccordement sera réalisé par le lot 0 sur le point défini avec l'exploitant.

La prestation comprend les travaux et l'ensemble des démarches administratives nécessaires.

L'installation sera de capacité suffisante pour l'ensemble des travaux et l'utilisation des installations de chantier.

Raccordement en eau

Le raccordement au réseau d'eau potable sera réalisé par le lot 0 sur le point défini avec l'exploitant.

Il permettra d'alimenter l'ensemble des points d'eau de l'opération pendant toute la durée du chantier.

L'ensemble des réseaux souterrains sera hors gel.

Raccordement des eaux usées

Le raccordement au réseau sera réalisé par le lot 0 sur le point défini avec l'exploitant.

Il permettra d'évacuer les installations de chantier en EU.

NETTOYAGE DU CHANTIER

Les mesures de nettoyage décrits dans le présent PGC devront être respectées.

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

Afin de garantir l'arrivée des secours dans les meilleurs délais, l'ensemble des voies devra être constamment praticable.

Chaque poste de travail sera étudié afin de permettre l'évacuation rapide de l'accidenté. Dans le cas d'intervention dans des zones exiguës, des moyens d'évacuation d'urgence seront mis en place afin de pouvoir secourir rapidement la personne concernée.

Dans le cas d'un accident, prévenir immédiatement le secouriste sur place.

Pour rappel, il doit y avoir sur le chantier au minimum 1 secouriste pour 20 salariés.

1/ Protéger la personne accidentée en suivant les consignes transmises lors des formations de secourisme.

2/ Appeler les services de secours :

- Le 112 : le numéro d'appel unique des urgences sur le territoire européen.
- Le 15 : le SAMU – Urgence médicale
- Le 17 : la police ou la gendarmerie – Ordre public
- Le 18 : les sapeurs pompiers – Secours (accident, incendie...)

Communiquer les informations nécessaires à leur intervention :

- le numéro de téléphone à partir duquel l'appel est passé
- la nature du problème (malaise, accident, incendie...)
- les risques éventuels
- la localisation précise de l'évènement
- l'état de la victime
- les premières mesures prises.

3/ Secourir

Dispenser les premiers gestes de secours appropriés dans l'attente de l'arrivée des secours.

Prestation	Phasage	A charge	Entretien
Afficher les consignes de secours dans les bungalows	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mettre une trousse de secours à disposition du chantier	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0
Mettre une trousse de secours à disposition de vos salariés	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Former 1 secouriste dans vos équipes	Durée du chantier	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Mise en place d'extincteurs dans la base vie	Durée du chantier	Lot 0	Lot 0

TRAVAIL ISOLÉ

Afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, il ne devra pas y avoir de travailleur isolé pour les situations à risque.

Ces situations sont définies par l'entreprise conformément à la réglementation.

L'entreprise pourra, en fonction des travaux, mettre un travailleur isolé sous couvert de mettre en place des systèmes permettant de secourir rapidement le salarié : système de DATI, procédure spécifique, etc.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

La **coopération** entre ces différents acteurs est une obligation réglementaire à la charge de tous les maîtres d'ouvrage (article R.4532-6 du Code du travail).

Cette coopération fait l'objet d'un document écrit spécifiant les modalités de coopération applicables à l'opération.

VISITE D'INSPECTION COMMUNE PRÉALABLE À L'INTERVENTION

L'inspection commune doit être réalisée pour chaque entreprise de l'opération sur site, y compris sous-traitante.

La prise de RDV doit se faire au minimum 10 jours avant intervention.

Elle concerne l'ensemble des entreprises de l'opération, y compris entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants.

PPSPS (PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA SANTE)

Le PPSPS est à remettre avant intervention.

Il est conseillé à chaque entreprise de venir avec un projet de PPSPS à l'inspection commune afin d'analyser et d'échanger sur les modalités d'intervention envisagées par l'entreprise.

Le PPSPS doit être présent sur site et doit être consultable.

Il doit être envoyé dans tous les cas au maître d'ouvrage, au CSPS et aux institutionnelles pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal et pour celles amenées à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.

ENTREPRISES

L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail, les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en œuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.

Chaque entrepreneur a pour obligation :

- de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux ;
- de transmettre un exemplaire du Plan Général de Coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire s'assurera de prévenir le CSPS, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en cas d'accident de travail sur l'opération.

L'analyse de risque et les mesures mises en œuvre seront également transmises après l'accident.

CISSCT - Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Sans objet

Annexe(s)

- DHOL

ANNEXE S

Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité
(Application de la Recommandation R.476)
D.H.O.L.

Partie à renseigner par le CSPS

Adresse du chantier	Institut Européen de chimie et biologie Rue Robert Escarpin, 33600 PESSAC	Coordonnées GPS	44.802912735712226, -0.6111865580343907
Contraintes horaires de livraison	PESSAC	Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS	
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)			Quai de chargement <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise

Nom de l'entreprise		Adresse	
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence du chef manoeuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
Distance de hauteur maxi de la zone de déchargement	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile sur les recettes à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement	<input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			